



SEANCE DU BUREAU DU 11 FÉVRIER 2021 DECISION N° 2021-027- DB

Date d'affichage : 18 février 2021	Le onze février deux mille vingt et un à 17 heures 15, les membres du bureau de la Communauté d'Agglomération se sont réunis en Visioconférence, sur convocation faite par , , le deux février deux mille vingt et un.
Nombre de membres : 52	Membres présents en séance :
En exercice : 52	Présents : (43)
Quorum : 27	Jackie GOULET, Sylvie PRISSET, Isabelle DEVAUX, Frédéric MORTIER, Jérôme HARRAULT, Rodolphe MIRANDE, Grégory PIERRE, Marc BONNIN, Anatole MICHEAUD, Sophie METAYER, Christian RUAULT, Guy BERTIN, Sandrine LION, Eric TOURON, Sophie TUBIANA, Thomas GUILMET, Astrid LELIEVRE, Didier ROUSSEAU, Arnel FROGER, Yves BOUCHER, Armelle PONCET, Gilles ROUSSILLAT, Isabelle GRANDHOMME, Gérard POLICE, Jean-Pierre ANTOINE, Guillaume MARTIN, Pierre-Yves DOUET, Jacky MARCHAND, Loïc BIDAULT, Eric LEFIEVRE, Isabelle ISABELLON, Laurent NIVELLE, Alain BOISSONNOT, Christian GALLÉ, Didier GUILLAUME, Gilles TALLUAU, Pierre-Yves DELAMARE, Fabrice BARDY, Jacqueline TARDIVEL, Sylvie BEILLARD, Gilles BARDIN, Jean-François MIGLIERINA, Béatrice BERTRAND.
Présents: 43	Excusé(s) : (4)
Excusé(s) : 4	Eric MOUSSERION, Yann PILVEN Le SEVELLEC, Alain BOURDIN, Benoît LE-DOUX
dont pouvoir(s) : 1	Dont excusé(s) ayant donné pouvoir : (1)
Absent(s) : 5	Benoît LEDOUX à Jackie GOULET
Nombre de votants : 44	Absent(s) : (5)
Secrétaire de séance :	Michel PATTEE, Jean-Philippe RETIF, Thierry MORISSET, Jeannick CANTIN, Pierre de BOUTRAY
M. Guy BERTIN.	

EXTENSION DE LA ZONE D'ACTIVITÉ DE CHAMP BLANCHARD À SAUMUR : APPROBATION DU PROGRAMME, DU PLAN DE FINANCEMENT PRÉVISIONNEL ET AUTORISATION DE SOLLICITER DES FINANCEMENTS

La Communauté d'Agglomération souhaite développer l'économie locale et répondre aux demandes d'installations d'activité sur son territoire. Pour ce faire, elle souhaite étendre la Zone d'Activité du Champs Blanchard à Distré qui fait partie des 30 zones d'activités communautaires au titre de sa compétence développement économique. D'une surface actuelle d'environ 44 hectares, elle dispose d'une zone d'extension dans sa partie sud inscrite au PLU (zone 1AUya). L'opération consiste donc à viabiliser le parcellaire disponible (environ 5 ha) afin d'accueillir des activités artisanales, industrielles, voire commerciales.

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale ;

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant ;

Accusé de réception en préfecture
049-2000071876-20210217-2021-027-DE
Date de télétransmission : 17/02/2021
Date de réception en préfecture : 17/02/2021

Considérant que le pro

Considérant le plan de t

DEPENSES	Montant HT	RESSOURCES	Montant HT	%
Voirie	379 696 €	Etat DETR	206 780 €	35
Réseaux	211 104 €			
		Autofinancement	384 020 €	65
TOTAL	590 800 €	TOTAL	590 800 €	100

Il est proposé au Bureau

Le Ducado est invité à :

Resultat des votes : 17 ca

Date de transmission en code

da Ter trimestre 2021

Pour le Bureau et pour extrait conforme
Le Président de la Communauté d'Agglomération
Saumur Val de Loire,
Maire de la Ville de Saumur

Jackie GOULET

Matière de l'acte	8 - Domaine et compétence par thème	8.4 – Aménagement du territoire
-------------------	-------------------------------------	---------------------------------

En vertu de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative « la juridiction ne peut être saisie que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. Lorsque la requête tend au paiement d'une somme d'argent, elle n'est recevable qu'après l'intervention de la décision prise par l'administration sur une demande préalablement formée devant elle. »